

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 38/05

ASA 16/002/2005 - ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE

MYANMAR **Khun Tun Oo (h)**, président du *Shan Nationalities League for Democracy Party* (SNLDP, Parti de la ligue des nationalités chans pour la démocratie)
Sai Nyunt Lwin (h), secrétaire du SNLDP, 54 ans
Sai Hla Aung (m), membre du Comité central du SNLDP
Sao Kyar Oo (h), membre du SNLDP
U Myint Than (h), membre du *Shan New Generation Youth* (parti politique)
le général Hso Ten (h), président du *Shan State Peace Council* (SSPC, Conseil pour la paix de l'État chan)
U Shwe Ohn (h), dirigeant de la *United Nationalities League for Democracy* (Ligue pour la démocratie des nationalités unies – une coalition de partis politiques représentant des groupes ethniques minoritaires du Myanmar), écrivain et avocat, 82 ans

Londres, le 16 février 2005

Les sept militants politiques nommés ci-dessus ont été arrêtés les 8 et 9 février.

Ces hommes – des représentants politiques importants, pour la plupart – appartiennent tous à l'ethnie chan, la plus grande minorité du Myanmar. U Shwe Ohn a été placé en résidence surveillée le 8 février. Les autres ont été appréhendés le lendemain et on ignore où ils se trouvent.

Les autorités n'ont pas justifié ces arrestations. On pense qu'elles sont liées à la participation présumée de ces hommes à une rencontre entre responsables de l'opposition chan, le 7 février, ainsi qu'à la tenue prochaine d'une réunion organisée à l'initiative du gouvernement pour jeter les bases d'une nouvelle constitution.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le gouvernement militaire du Myanmar est au pouvoir depuis 1962. À la suite d'un vaste mouvement de protestation contre le régime à parti unique, les autorités ont organisé des élections en 1990. L'opposition a remporté la majorité des sièges, mais les autorités ont différé le transfert du pouvoir jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle constitution. Le processus de rédaction d'un projet de constitution, reporté à maintes reprises depuis la première réunion de 1993, a repris en 2004.

La tenue d'une convention nationale, dans le cadre de laquelle doivent être jetées les bases de cette nouvelle constitution, est prévue le 17 février. Parmi les participants doivent notamment figurer des délégués du *Shan State Peace Council* (SSPC, Conseil pour la paix de l'État chan). Ils représentent divers groupes armés d'opposition de la minorité chan qui ont signé des accords de cessez-le-feu avec les autorités au cours des années 1990, après avoir lutté pendant des décennies pour obtenir une plus grande autonomie.

Des partis d'opposition, dont le *Shan Nationalities League for Democracy Party* (SNLDP, Parti de la ligue des nationalités chans pour la démocratie) et la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie), ont boycotté la convention. Ils entendaient ainsi protester contre le fait que les autorités avaient restreint leurs activités politiques et emprisonné des responsables hauts placés de l'opposition. Ils voulaient également dénoncer l'absence de procédures démocratiques et de liberté d'expression au sein de la convention. Lors de sessions précédentes, les autorités ont condamné des membres de l'opposition et des militants politiques à de lourdes peines d'emprisonnement parce qu'ils avaient fait des commentaires sur les procédures de la convention ou communiqué avec des délégués. U Shwe Ohn avait été arrêté en décembre 1992 et condamné à un an de prison pour avoir rédigé et fait circuler un article dans lequel il adressait des propositions à la convention nationale au sujet de la nouvelle constitution.

À l'approche des dernières sessions de la convention, des membres et des dirigeants de partis d'opposition ont été suivis, interrogés et menacés en raison de leurs activités politiques, pourtant pacifiques et légitimes. Certaines personnes ont été arrêtées pour avoir manifesté sans violence, en faveur, notamment, de la libération de tous les prisonniers politiques.

Au Myanmar, on compte plus de 1 300 prisonniers politiques. Beaucoup ont été appréhendés en raison de leurs activités d'opposition, alors qu'ils menaient celles-ci de manière pacifique. Les autorités arrêtent souvent des militants politiques et des membres de partis d'opposition. Les détenus politiques risquent de subir des interrogatoires prolongés et de se voir infliger des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements, notamment d'être privés de sommeil, de nourriture et de boisson. De plus, ils sont fréquemment privés de tout contact avec le monde extérieur, ce qui accroît le risque de torture.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par l'arrestation de ces sept militants (en les nommant) et exhortez les autorités à les libérer sans délai ni condition ou à les inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi ;

– priez les autorités de leur permettre immédiatement de s'entretenir avec des avocats, d'avoir des contacts avec leurs proches et de recevoir tous les soins médicaux requis par leur état de santé ;

– demandez aux autorités de veiller à ce que ces hommes soient détenus dans des conditions conformes aux normes internationales et à ce qu'ils ne soient pas soumis à des actes de torture ni à d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

– appelez les autorités à ne pas limiter ou sanctionner l'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression et d'association.

APPELS À :

Président du *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement) :

General Than Shwe

Chairman

State Peace and Development Council

Ministry of Defence

Dagon Post Office

Yangon, Myanmar

Formule d'appel : *Dear General*, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

Premier ministre du *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement) :

Lieutenant General Soe Win

Prime Minister

State Peace and Development Council

Ministry of Defence

Dagon Post Office

Yangon, Myanmar

Formule d'appel : *Dear Prime Minister*, / Monsieur le Premier ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques du Myanmar dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 30 MARS 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*